

DISCOURS
DEVANT LE CONSEIL DES GOUVERNEURS
DE M. ROBERT S. MC NAMARA
PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE *

Ceci est mon premier discours public en tant que Président de la Banque Mondiale et c'est avec quelque crainte que je me présente devant vous comme un nouveau venu qui a seulement six mois d'expérience dans ce poste — mais ce fut peut-être, dans ma vie tout entière, le semestre pendant lequel je me suis senti le plus passionnément concerné par les perspectives qui s'ouvraient devant moi.

J'ai toujours considéré la Banque Mondiale comme quelque chose de plus qu'une banque, comme une Institution de Développement, et lorsque j'y suis arrivé il y a six mois, les problèmes du Développement Mondial ne m'étaient pas totalement étrangers. Comme Secrétaire à la Défense des États-Unis, j'avais eu l'occasion d'observer, et de commenter publiquement, le rapport entre l'existence de la misère dans le monde et l'instabilité des relations entre nations; comme citoyen de ce monde, j'avais commencé à ressentir la vérité de la parole de Paul VI, selon laquelle « Développement, c'est la Paix ». Et cependant, je me rendais compte avec quelque gêne de ce que lorsque les peuples du monde faisaient le bilan des années soixante — la Décennie du Développement des Nations Unies — ils éprouvaient le sentiment d'une profonde déception et d'un échec. Les pays riches estimaient qu'ils avaient distribué des milliards de dollars sans obtenir beaucoup de résultats dans le domaine du développement; les pays pauvres pensaient qu'une part trop faible de l'accroissement énorme des richesses du monde développé avait été canalisée pour les aider à s'arracher aux abîmes de misère dans lesquels ils ont été plongés depuis de siècles.

Dans quelle mesure ce sentiment de frustration et d'échec est-il justifié par les événements des dix dernières années? J'ai cherché à découvrir la vérité sur ce point, mais bien qu'il se soit trouvé de nombreuses voix pour répondre avec beaucoup d'empressement à ma question, chacune s'appuyant sur une panoplie de statistiques pour défendre

* Washington D.C., le 30 Septembre 1968.

son point de vue, il n'existe pas d'accord sur l'état de la situation, ni de stratégie claire, définie en commun, pour l'avenir.

Il y a eu des réussites : plusieurs milliards d'aide ont été fournis par le monde développé; en raison de cette aide et de l'amélioration de leur propre capacité à gérer leurs affaires la croissance économique des pays pauvres s'est trouvée accélérée.

Ne nous y trompons pas; l'aide fonctionne, ce n'est pas de l'argent gaspillé, c'est un investissement raisonnable. Même l'objectif final de la Décennie du Développement, une croissance annuelle de 5 % en 1970 des revenus nationaux des pays pauvres, est en voie de réalisation, puisque la croissance moyenne annuelle a été jusqu'ici de 4,8 %.

Et pourtant... vous savez, tout comme moi, que toutes ces statistiques encourageantes ne sont que des fards qui tentent de masquer une réalité bien moins exaltante dans bien des pays. Les nations pétrolières du Moyen-Orient ont prospéré sur le plan économique; quelques petits États de l'Asie orientale ont fait de même. Mais pour les nations d'Afrique et de l'Asie du Sud — des pays qui représentent une population de plus d'un milliard d'individus — la croissance annuelle du revenu national est, au mieux, de 3 1/2 %, et une grande partie de cette croissance est concentrée dans les zones industrielles, tandis que le paysan demeure condamné à sa misère immémoriale, subsistant à la limite extrême de la survie.

Et puis il y a, projetant son ombre sur tout cela à la manière d'un champignon atomique, le nuage menaçant de l'explosion démographique. Si nous en tenons compte, et si nous considérons les progrès accomplis par les êtres humains plutôt que par les nations, les taux de croissance sont encore moins satisfaisants.

La croissance annuelle du revenu par tête en Amérique latine est inférieure à deux pour cent, en Asie de l'Est elle égale tout juste ce taux, en Afrique elle est seulement de un pour cent et en Asie du Sud d'un demi pour cent environ. A ces taux, un doublement des revenus par tête en Asie de l'Est prendrait près de trente-cinq ans, en Amérique latine plus de quarante ans, en Afrique presque soixante-dix ans et en Asie du Sud près d'un siècle et demi. Même dans les zones les plus touchées par le progrès, le degré d'amélioration serait trop faible pour être perçu par l'individu moyen d'une année à l'autre.

Une telle situation réclame de toute évidence un effort plus massif et plus insistant de la part des pays les plus riches pour aider à la croissance économique des pays pauvres. Cette action est nettement à leur portée sur le plan financier. Jusqu'ici, dans le cours de cette Décennie du

Développement, ils ont ajouté à leur revenu annuel net une somme de près de 400 milliards de dollars, un surplus qui dépasse à lui seul de très loin les revenus annuels totaux des pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Mais je me suis rendu compte, et j'ai à peine besoin de vous le dire, de ce que, tandis que la nécessité de l'assistance n'a jamais été plus grande, la volonté de la dispenser n'a jamais été plus faible dans beaucoup des pays qui fournissent l'essentiel de l'aide, sinon dans la totalité d'entre eux.

Et le désenchantement des riches quant à l'avenir de l'aide au développement est nourri par les déficiences observées dans le comportement de bien des pays pauvres. Gabegie flagrante dans la gestion des économies; détournement de ressources trop rares au profit de guerres inspirées par le nationalisme; perpétuation de systèmes discriminatoires dans l'organisation de la société et la distribution des revenus: ce sont des situations qui ne sont que trop répandues dans ces pays.

Tel était le tableau du monde du développement tel que je l'ai découvert durant mes premières semaines à la Banque Mondiale. Un tableau confus, mais surtout démoralisant dans lequel il était difficile d'apercevoir ce qui avait mal tourné dans le passé (bien que de toute évidence quelque chose de fâcheux se soit produit) ni quelle était la marche à suivre dans l'avenir.

Dans ces circonstances, je me suis souvenu d'une suggestion avancée par mon prédécesseur, M. George Woods — l'un de ses conseils avisés, dont nous avons tous bénéficié, moi tout le premier. Il s'agissait de constituer une commission d'hommes très au courant des problèmes mondiaux et habitués à y jouer un rôle déterminant et de leur demander de faire la synthèse de l'effort passé d'assistance, d'en tirer des leçons pour l'avenir, puis d'examiner cet avenir pour déterminer ce qui doit être fait par les riches et les pauvres, les développés et les sous-développés, pour promouvoir le bien-être économique de la grande majorité de l'espèce humaine. Comme vous le savez, M. Lester Pearson, ancien Premier ministre du Canada, a accepté de diriger cette étude, qui doit maintenant être conduite indépendamment de la Banque.

La Commission Pearson nous permettra de porter notre regard sur l'avenir à long terme, définissant des règles d'action non seulement pour une décennie mais pour toute une génération du développement, ce qui nous amène jusqu'au tournant du siècle. Mais nous sommes ici et maintenant, vivant en 1968, et il y a beaucoup de choses que nous pouvons et que nous devons faire aujourd'hui et demain. Il est déjà

entièrement hors de doute que durant les quatre premiers cinquièmes de la Décennie du Développement, l'écart des revenus entre les pays développés et les moins développés s'est creusé, continue à se creuser et devrait être réduit. Mais il est tout aussi clair que la volonté politique de favoriser le développement s'est affaiblie, s'affaiblit toujours davantage et demande désespérément à être renforcée.

Que peut faire la Banque dans cette situation? Je suis arrivé à une claire résolution sur un point : la Banque peut agir et elle agira, elle ne participera pas à la paralysie générale qui semble affecter les efforts d'assistance dans tant de parties du monde. Je ne crois pas que la Banque puisse faire cavalier seul et accomplir par elle-même toute l'œuvre de développement qui doit être réalisée dans l'ensemble du monde; mais je crois, par contre, qu'elle peut fournir une direction et un exemple dans ce domaine et qu'elle peut démontrer que ce ne sont pas les ressources qui manquent — car les pays les plus riches dans leur ensemble regorgent de ressources — mais que ce qui fait défaut, c'est la volonté d'employer ces ressources pour le développement des pays pauvres.

En conséquence, nous avons, à la Banque, entrepris une étude prospective des cinq années à venir, afin de formuler un «plan de développement» pour chaque pays en voie de développement et de déterminer ce que le Groupe de la Banque pourrait y investir s'il n'y avait pas des insuffisances financières et si la seule limitation de nos activités était la capacité de nos pays membres d'utiliser avec profit notre assistance et de rembourser nos prêts aux conditions auxquelles ils avaient été accordés.

Grâce à cette étude, nous sommes parvenus à la conclusion qu'une augmentation très substantielle des activités du Groupe de la Banque était désirable et possible.

C'est vers cet objectif que je tenterai de guider les activités de la Banque dans les prochaines années. Pour cela, j'aurai besoin, Messieurs, de votre avis en tant que Gouverneurs de notre organisme, tel qu'il s'exprime par l'intermédiaire de notre Conseil d'Administration. En conséquence, j'estime prudent et convenable de vous présenter dès maintenant les grandes lignes de ma pensée.

Permettez-moi, pour commencer, de vous donner quelques ordres de grandeur : J'estime que, globalement, le Groupe de la Banque devrait, pendant les cinq prochaines années prêter deux fois plus qu'il ne l'a fait au cours des cinq années précédentes. Cela signifie que d'ici à 1973, le Groupe de la Banque devrait prêter au total autant qu'il l'a fait depuis le début de ses opérations il y a vingt-deux ans.

C'est un changement d'une telle amplitude que je crois nécessaire de souligner qu'il ne s'agit pas d'un changement de nature. Nous estimons être en mesure de conduire ces activités selon les critères élevés que mes prédécesseurs ont rendu synonymes de la Banque Mondiale, tant dans le soin apporté aux choix que dans le sérieux du financement.

Nos prêts iront à des projets aussi solidement établis et étudiés qu'à n'importe quel autre moment de notre histoire. Cependant, de plus en plus, dans la recherche des projets à soutenir, nous rechercherons ceux qui contribuent de la façon la plus essentielle au développement de l'économie nationale dans son ensemble, cherchant à briser les goulots d'étranglement qui s'opposent au développement, cherchant à découvrir les occasions de croissance qui stimulent une croissance ultérieure. Et notre aide sera dirigée vers celles parmi les nations pauvres, qui en ont le plus besoin.

J'estime que ceci est un financement sain du développement, mais qui n'est pas à l'abri de tout risque; je ne crois d'ailleurs pas que d'éviter absolument tous les risques soit la marque de la prudence ou de la sagesse. J'ai, par exemple, visité récemment l'Indonésie, un pays où, pour de bonnes raisons, la Banque n'a jamais accordé aucune sorte de prêt dans le passé. J'y ai trouvé le sixième pays du monde par la population, riche en ressources naturelles, luttant au lendemain des plus épouvantables désastres, tant sur le plan économique que politique, pour se réorienter dans la voie du développement. Sans aide extérieure, c'est pour l'Indonésie la catastrophe certaine; en accordant une aide (comme nous avons commencé à le faire par l'intermédiaire de l'Association Internationale de Développement et en établissant une mission permanente), nous courrons quelque risque. Je ne crois pas que vous souhaitiez qu'il en soit autrement.

La parabole des talents concerne le pouvoir — le pouvoir financier — et elle met en lumière une grande vérité, à savoir que tout pouvoir nous est donné pour être utilisé, et non pas pour être emmailloté à l'abri du risque.

Mais si nous prêtons à un niveau double de celui du passé, pourrions-nous trouver l'argent? Je ne parlerai pas maintenant de l'argent destiné aux prêts de faveur, qui est réuni grâce aux contributions des gouvernements — vous savez tous combien ces fonds sont indispensables — mais de l'argent que nous recueillons grâce à des émissions d'obligations sur les marchés financiers du monde. Je suis sûr que cet argent est présent, parce que j'ai confiance dans les possibilités immenses des écono-

mies du monde développé; aucun pays n'a à craindre d'aller à la banqueroute pour avoir joué son plein rôle dans l'œuvre de développement.

Il y a, bien sûr, des entraves qui résultent des difficultés que connaissent les balances des paiements; mais je suis persuadé que ces difficultés de balance des paiements constituent un problème de déséquilibre entre les économies riches et non pas entre ces pays pris collectivement et le reste du monde — bien peu de l'argent prêté sous forme d'aide demeure dans les pays en voie de développement, la presque totalité revient rapidement dans les pays le plus riches en paiement des biens qui y sont achetés. Il est de notre tâche, à la Banque Mondiale, de considérer les marchés financiers du monde comme un tout et de trouver où il y a des surplus, où il existe des réserves, qui peuvent être canalisées. Guidés par ce principe, nous sommes allés dans le Moyen-Orient et nous y avons recueilli des fonds avec succès, de même que dans les marchés mondiaux plus traditionnels — notamment l'Allemagne et les États Unis.

Le résultat de cet effort est qu'au cours des derniers 90 jours, la Banque Mondiale a recueilli plus de fonds par voie d'emprunts qu'au cours de n'importe quelle année de son histoire.

J'ai tenu à souligner qu'en doublant les activités de prêt de la Banque nous ne nous départissions pas de nos critères sévères en matière de politique des investissements. Mais je ne voudrais pas que vous pensiez que notre politique est tout simplement une continuation du passé.

Nos perspectives quinquennales comportent des modifications considérables dans la répartition de nos ressources, tant par zones géographiques que par secteurs économiques, afin de nous adapter aux conditions très changées d'aujourd'hui et de demain.

Tout d'abord, en ce qui concerne les zones : dans le passé, le Groupe de la Banque a eu tendance à concentrer ses efforts vers le sous-continent indien. Beaucoup a été réalisé — la maîtrise des eaux du bassin de l'Indus pour l'irrigation et la production d'énergie par exemple — et beaucoup reste à faire. Je pense que les prêts de la Banque Mondiale en Asie devraient s'accroître considérablement au cours des cinq prochaines années. Mais ce n'est pas vers l'Asie seule que notre nouvel effort sera dirigé. C'est aussi vers l'Amérique latine et l'Afrique, où dans le passé nos activités ont été moins concentrées ainsi que vers quelques pays qui ont grand besoin de notre aide, tels que l'Indonésie et la RAU, où nos activités passées ont été négligeables.

En Amérique latine, je prévois que le rythme de nos investissements devrait plus que doubler au cours des cinq prochaines années. Mais c'est en Afrique, qui parvient à peine au seuil des investissements majeurs

de développement, que devrait se produire l'extension la plus considérable de nos activités. Au cours des cinq ans à venir, avec la collaboration efficace des pays africains, nous devrions y multiplier par trois la cadence de nos investissements.

Notre attention plus grande à l'Afrique et à l'Amérique latine doit entraîner d'autres changements. Les États de ces deux continents sont plus petits que les géants de l'Asie. Il y aura des projets beaucoup plus nombreux, mais aussi moins importants, nécessitant plus de travail de la part de notre personnel, pour chaque million de dollars prêté, que dans le passé.

Le travail de la Banque sera également accru du fait que, dans beaucoup de pays dans lesquels nous investirons désormais, il n'y a ni Plan de Développement, ni organe de Planification solidement établis. Nous essaierons, conjointement avec les autres sources de financement, d'aider ces pays à définir des plans et à adopter des politiques de développement raisonnables et appropriées — dans certains cas par l'établissement de missions permanentes comme nous l'avons fait en Indonésie — mais en nous souvenant toujours que c'est leur pays, leur économie, leur culture et leurs aspirations que nous cherchons à aider.

En particulier, nous ferons un effort tout spécial pour corriger un aspect paradoxal des activités du Groupe de la Banque : le fait que beaucoup de nos membres parmi les plus pauvres, en dépit de leurs besoins plus grands, ont reçu la part la moins importante de l'assistance technique et financière du Groupe de la Banque. Près d'une dizaine n'ont reçu aucun prêt ou crédit. Ceci résulte largement de l'impossibilité pour eux de préparer convenablement les projets à soumettre. Dans de tels cas, nous fournirons une assistance spéciale pour améliorer le fonctionnement de l'économie et pour définir et préparer des projets acceptables pour un financement du Groupe de la Banque.

Les prêts du Groupe de la Banque doublant et la complexité de nos opérations augmentant, il y aura évidemment besoin d'augmenter les effectifs du personnel qualifié de la Banque, ainsi que de procéder à une certaine simplification de nos procédures. Nous nous sommes dès maintenant engagés dans un effort de recrutement à l'échelle mondiale afin de trouver des cadres répondant aux critères élevés de compétence et de dévouement au bien public qui ont toujours caractérisé les membres de notre personnel. Je suis fortement désireux qu'il s'agisse d'une véritable Banque Internationale, en fait aussi bien qu'en titre, et j'ai l'intention de m'assurer que nous nous orientons sans cesse davantage vers

une distribution aussi large que possible des nationalités parmi notre personnel.

Non seulement nos prêts devraient doubler en volume et changer d'orientation sur le plan géographique, mais nous pouvons prévoir, tout aussi bien, des changements importants quant aux secteurs d'investissement. Des augmentations considérables doivent intervenir dans les secteurs de l'Enseignement et de l'Agriculture.

L'enseignement est un secteur relativement nouveau pour la Banque et auquel mon prédécesseur George Woods, grâce à son sentiment avisé des priorités, avait commencé à accorder une attention accrue. Dans les années récentes, la Banque a cherché, de façon parfois hésitante, mais avec une conscience croissante de l'urgence du problème, à définir son rôle optimum dans ce domaine.

Nous sommes conscients du nombre immense des illettrés dans le monde en voie de développement : près de 30 % en Amérique latine, 60 % en Asie, 80 % en Afrique tropicale. Nous savons aussi que l'enseignement a un rapport avec tous les aspects du développement : il crée un ouvrier plus productif, un directeur plus imaginatif, un meilleur agriculteur, un administrateur plus efficace, un être humain plus proche de la réalisation de ses possibilités personnelles.

Le besoin est évident, mais ce qui l'était beaucoup moins, c'était comment les ressources de la Banque pouvaient être amenées à contribuer à la solution d'un problème d'une telle complexité. Aujourd'hui, après avoir collaboré avec l'Unesco pendant quelques années, nous croyons commencer à apercevoir une voie pour augmenter l'investissement de la Banque dans l'enseignement – un investissement qui, nous l'espérons, entraînera des investissements supplémentaires de la part des gouvernements des pays en voie de développement eux-mêmes.

Notre but dans ce domaine sera de fournir l'aide là où elle contribuera le plus au développement économique. Cela voudra dire que l'accent sera mis sur la planification de l'enseignement – point de départ pour le processus d'amélioration de l'enseignement. Cela voudra dire également une assistance, notamment par la formation des maîtres, à tous les niveaux de l'enseignement, du primaire à l'université. Cela signifie enfin l'extension de notre aide à nombre d'autres activités du domaine de l'enseignement, y compris la formation des cadres économiques, des chefs d'entreprise et bien sûr des techniciens de l'agriculture.

Il est important de souligner que l'enseignement, qui est normalement un des plus gros employeurs dans chaque pays, est l'une des seules industries qui n'ait pas subi de révolution technologique. Nous devons

contribuer à le sortir du stade artisanal. La pénurie grave et croissante d'enseignants qualifiés dans l'ensemble du monde en voie de développement nous impose de rechercher les moyens d'augmenter la productivité des bons maîtres. Ceci entraînera des investissements en livres scolaires, en équipements audio-visuels et par-dessus tout l'utilisation des techniques modernes de l'information (radio, film et télévision) au profit de l'enseignement.

Pour mener à bien ce programme, nous espérons être en mesure de multiplier par trois, au cours des cinq prochaines années, nos prêts pour le développement de l'enseignement.

Mais le secteur qui doit connaître la plus grande expansion dans notre programme quinquennal est l'agriculture, qui est depuis si longtemps l'enfant négligé du développement. Ici encore, il n'y a jamais eu le moindre doute quant à l'importance du problème. Près des deux tiers des habitants du monde en voie de développement vivent de la terre et pourtant ces pays doivent importer annuellement 4 milliards de dollars de produits alimentaires en provenance des pays industrialisés. Même après cela, leur régime alimentaire est tellement inadéquat, dans bien des cas, qu'ils ne peuvent pas fournir une journée de travail efficace et chose encore plus inquiétante, il apparaît de plus en plus prouvé, sur le plan scientifique, que les déficiences alimentaires des parents sont transmises aux enfants sous forme de déficiences mentales.

Depuis des dizaines d'années, ce besoin a été devant nous comme un vivant reproche. Mais comment aider?

Dans le passé, l'investissement dans l'amélioration de l'agriculture ne donnait qu'un rendement médiocre; les types traditionnels de semences et de plants donnaient de meilleurs résultats grâce à l'irrigation et aux engrais, mais la différence de rendement n'était pas spectaculaire. Aujourd'hui, comme vous le savez, la recherche conduite au cours des vingt dernières années a permis une transformation fondamentale par la production de nouvelles variétés de blé, de riz et d'autres plantes qui peuvent améliorer de trois à cinq fois les rendements. Plus encore, ces nouvelles variétés sont spécialement sensibles à l'apport de l'irrigation et des engrais; mal surveillées elles ne produisent guère plus que les plants traditionnels, mais si elles sont correctement cultivées, elles donnent à l'agriculteur une récolte sans précédent.

Voilà une occasion où l'irrigation, les engrais et l'éducation paysanne peuvent produire des miracles sous les yeux du spectateur. L'agriculteur lui-même, en l'espace d'une saison peut constater les effets bénéfiques de cette agriculture scientifique qui, si souvent dans le passé, lui est

apparue comme un miroir aux alouettes, le tentant à innover sans en retirer un bénéfice.

Notre tâche est maintenant de permettre au paysan de tirer un profit maximum de cette chance qui s'offre à lui, et, avec l'aide constante de la FAO, nous avons l'intention de le faire immédiatement et largement. Systèmes d'irrigation, usines d'engrais, recherche agricole et services de vulgarisation, production d'insecticides, matériel agricole, installation de stockage – dans tous ces domaines nous irons résolument de l'avant très prochainement. Dès cette année, nous avons l'intention de traiter des prêts à l'agriculture pour une valeur double à celle de l'an dernier et le volume de nos dépenses pour des prêts agricoles doit être quadruplé au cours des cinq prochaines années.

Il y a un élément de risque dans tout cela, bien sûr. Les semences ont été distribuées avant que toutes les expérimentations aient pu être menées à leur terme; la résistance des récoltes aux maladies ou aux parasites locaux ne peut encore être garantie; les remarquables récoltes de l'Inde et du Pakistan cette année ne peuvent être entièrement attribuées aux semences nouvelles. Mais je ne doute pas, bien que des déconvenues soient possibles, que nous ne soyons parvenus au seuil d'une révolution agricole aussi importante que n'importe lequel des changements qui se sont produits depuis la révolution industrielle. Elle nous permet de reprendre notre souffle dans la course entre l'humanité et ses ressources.

Ceci m'amène à un autre domaine encore où la Banque a besoin de prendre de nouvelles initiatives – la régulation de la croissance démographique. C'est un sujet épineux qu'il serait bien plus commode de laisser de côté. Mais je ne peux le faire, car la Banque Mondiale est concernée avant tout par le développement économique et l'augmentation rapide de la population est un des plus grands obstacles à la croissance économique et au bien-être social de nos États membres.

Tel est l'aspect du problème démographique que je traiterai, car c'est celui qui concerne le plus étroitement la Banque Mondiale et ses membres; cela interdit à aucun d'entre nous d'écarter le sujet d'un revers de main, quelque envie que nous en ayons.

Je n'ai pas besoin, devant cet auditoire, de commenter les statistiques terrifiantes sur la croissance de la population dans son ensemble, qui montrent, que, alors que la population mondiale était égale à deux cent cinquante millions d'individus au premier siècle de notre ère et a eu besoin de 1.650 ans pour doubler ce chiffre, il s'y est ajouté un milliard au cours des deux cents années suivantes, un second milliard dans le

siècle suivant et ensuite un troisième milliard en trente ans. On s'attend maintenant à ce que 3 milliards de plus s'ajoutent d'ici la fin de notre siècle. A partir de là, aux taux actuels, il y aura une augmentation d'un milliard tous les huit ans. Je n'ai pas besoin non plus d'évoquer les drames personnels et les dangers pour la santé que représentent les naissances non voulues, bien que cet aspect des choses ait été brusquement mis en lumière à mes yeux par une information parue le mois dernier dans un journal et qui indiquait que dans les deux plus grandes villes d'un pays d'Europe le nombre des naissances vivantes était dépassé par celui des avortements illégaux qui mettent en danger la vie de chaque malheureuse mère.

En tant que planificateur du développement, je souhaite traiter seulement des faits indiscutables que sont les conséquences du niveau de la population sur la croissance économique. Des études récentes montrent l'effet paralysant d'un taux élevé d'accroissement démographique sur la croissance économique de n'importe quel pays en voie de développement. Prenons, par exemple, deux pays typiques en voie de développement, avec des niveaux de vie comparables, chacun ayant un taux de natalité de 40 pour mille (ce qui est le taux de natalité de l'Inde et du Mexique dans la réalité) et figurons ce qui arriverait si le taux de natalité de l'un de ces pays, sur une période de vingt-cinq ans, était réduit de la moitié, jusqu'à 20 pour mille, un taux qui reste bien au-dessus de celui de la plupart des pays développés. Le pays qui aurait réduit sa croissance démographique élèverait son niveau de vie de 40 % au-dessus de celui de l'autre, en une seule génération.

En termes d'écart entre pays riches et pauvres, ces études économiques montrent que c'est l'explosion démographique qui, plus que tout autre facteur, en entravant le progrès des pauvres, sépare de plus en plus les riches et les pauvres, élargissant le dangereux fossé qui existe entre eux. Par ailleurs ces études montrent qu'une croissance démographique excessive est tout à fait indépendante de la densité de population. C'est une chose qui mérite d'être soulignée en raison du fait que de nombreux dirigeants politiques dans les pays en voie de développement attachent seulement une faible importance à la réduction de la croissance démographique. Il est erroné de prétendre que certains pays ont besoin de davantage de population pour occuper leur territoire ou accélérer leur croissance économique. Il n'existe pas de terres vacantes équipées en routes, écoles, habitations et en outils de développement agricole et industriel. En conséquence, les hommes qui sont destinés à occuper ces terres, avant même qu'ils puissent subsister, même selon les niveaux de vie très bas

qui sont actuellement répandus, doivent d'abord consommer une part des rares ressources présentes en capital — c'est le fardeau qui condamne à l'échec les efforts d'une nation pour augmenter son niveau de vie par l'accroissement de sa population.

Nul ne peut douter que la plupart des nations en voie de développement ne soient affrontées aujourd'hui à de très graves problèmes de croissance démographique; quelles sont les chances de les voir maîtrisés par des causes naturelles? La réponse réside dans la compréhension de la nature de l'explosion démographique. Elle n'est pas causée par une augmentation quelconque du taux de natalité, mais par une chute spectaculaire du taux de mortalité, due principalement aux progrès de la médecine. C'est cette régulation de la mort qui a créé l'état d'urgence actuel et je ne crois pas que quiconque veuille réintroduire la peste — ou n'importe quel autre des quatre cavaliers de l'Apocalypse — en tant que solution «naturelle» du problème démographique.

Nous sommes en conséquence devant la question de savoir quelle action nous devons mener à la Banque, en tant qu'Organisation de Développement, pour soulager de ce fardeau l'échine de beaucoup de nos membres. Voici les trois types de mesures que je propose :

Premièrement : faire comprendre aux pays en voie de développement à quel point la croissance rapide de la population ralentit leur développement potentiel et qu'en conséquence, l'utilisation optimale des trop rares fonds mondiaux de développement exige que ce problème soit considéré.

Deuxièmement : rechercher les occasions de financer les installations nécessaires à nos pays membres pour mener à bien leurs programmes de planification familiale.

Troisièmement : joindre nos efforts avec d'autres dans des programmes de recherche pour déterminer les méthodes les plus efficaces de planification familiale et d'administration des programmes de régulation de la population sur le plan national.

Par ces trois propositions d'action immédiate, j'espère que nous pouvons contribuer au succès du système des Nations Unies qui travaillent déjà dans ce domaine et au bien-être des pays en voie de développement.

Messieurs, j'ai parlé assez longtemps. Permettez-moi de conclure en disant que dans les quelques jours prochains, tandis que nous examinerons les problèmes innombrables et redoutables que nous avez à affronter, vous qui exercez un contrôle sur une aussi grande part du pouvoir économique et financier dans le monde, j'espère qu'aucun d'entre nous ne

cédera au désespoir lorsque nous verrons combien il y a à faire, combien peu de temps il y a pour le faire.

Ce n'est pas une raison de désespérer. Nous avons au contraire tous les motifs d'espérer. Au cours des dernières générations, le monde a créé une machine de production qui pourrait bannir la misère de la surface de la terre. Lorsque nous élevons nos yeux au-dessus du spectacle de nos ennuis, qui peut manquer d'apercevoir les perspectives immenses qui s'ouvrent à l'humanité tout entière, pour peu que nous ayons l'intelligence et la volonté d'utiliser pleinement nos capacités.

Je ne suis pas découragé par les difficultés qui sont devant nous car j'ai foi en notre capacité à les surmonter. C'est pourquoi j'ai proposé un programme d'activité considérablement accru pour le Groupe de la Banque Mondiale, de façon à ce que, nous portant en avant dans l'assistance au développement, nous puissions encourager tous ceux, qui, riches aussi bien que pauvres, ont commencé à perdre courage et à ralentir leur cadence.

Si nous sommes, à la Banque, capables de doubler notre effort, cela pourrait être le signal pour d'autres de se rassembler de nouveau pour lutter, déterminés à utiliser notre force irrésistible pour l'amélioration du sort de l'humanité tout entière et la plénitude de l'esprit humain.
